Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 120 (1975)
Heft: 4

Artikel: Philosophie de trois guerres
Autor: Schneider, Fernand-Thiébaut
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-343941

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Philosophie de trois guerres

L'image politique de notre continent et celle de l'ensemble du globe ont été profondément bouleversées par la guerre de 1870/1871 — dont les effets nous apparaissent enfin dans toute leur dimension — et les deux conflits mondiaux.

L'Europe classique a perdu, au terme de ces confrontations, son rang prépondérant d'autrefois. Elle a été comme éclipsée par la « dyarchie des deux Grands ». Et celle-ci, à son tour contestée et quelque peu affaiblie, semble maintenant devoir s'intégrer dans un ordre mondial nouveau, multipolaire, aux contours encore incertains, mais dont les actuels deux super-Etats resteront cependant les supports, à côté d'autres, futures grandes puissances, dont notamment une certaine Europe, si toutefois, celle-ci est capable de devenir vraiment elle-même, institutionnellement, au niveau supérieur.

Il s'agit là de l'aboutissement d'une longue évolution, résultat précisément des répercussions des trois guerres, objet de notre étude. Car, à l'heure où la polémologie et l'irénologie — ces jeunes sciences de la guerre et de la paix — font leur apparition dans nos universités, il nous a semblé utile d'évoquer ici, non pas tant l'histoire militaire — qui relève plutôt de la stratégie — que de préférence les causes et surtout les effets, directs et lontains, actuels surtout, de ces confrontations, qui conditionnent encore notre destin et celui de nos fils.

Notre exposé comportera deux parties:

I. La philosophie de la guerre de 1870/1871.
II. La philosophie des deux guerres mondiales.

I.

PHILOSOPHIE DE LA GUERRE DE 1870/1871

Trop souvent l'on méconnaît le rôle joué par le conflit franco-allemand, sur le plan européen et — par répercussion — sur l'ensemble du monde au cours du siècle passé. C'est que cette guerre a été comme éclipsée par les deux confrontations générales de 1914/1918 et 1939/1945.

Et pourtant c'est bien 1870 qui est à l'origine de cette décadence des nations de notre continent, de la fin de la prédominance de ce dernier dans l'univers entier.

Il est donc indiqué de s'interroger sur la « philosophie » de cette guerre fratricide entre les deux nations qui, il y a quelques décennies encore, décidaient largement du destin mondial, en accord avec l'Autriche, la Grande-Bretagne et la Russie. Car l'équilibre européen a été longtemps le fait de ces puissances, à travers lesquelles s'est perpétuée en quelque sorte la Pentarchie chère à Metternich, au-delà de la fin institutionnelle de cette dernière.

Le résultat de 1870/71 a été de troubler cet ordre européen déjà affaibli à travers les relations ami-ennemi des cinq nations associées du début du XIXe siècle. Et les deux guerres mondiales et leurs suites ont été les conséquences lointaines et tragiques du différend franco-allemand, plus exactement de cette question d'Alsace-Lorraine, la grande faute de Bismarck devant l'Histoire.

Mais, pour bien comprendre l'évolution ainsi provoquée, il convient d'évoquer brièvement le contexte politique de ce conflit, puis ses répercussions directes sur les relations entre deux peuples que tant d'éléments auraient dû rapprocher pour une action commune dans les cadres européen et mondial.

Le contexte politique de la guerre: l'Allemagne et la France des années soixante

Pour bien le comprendre il faut remonter bien loin dans l'histoire des deux peuples.

En effet, l'Allemagne et la France ont connu dans leur devenir en tant que nations des évolutions diamétralement opposées. Et, de ce fait, notre pays, devenu au cours des siècles la « nation une et indivisible », avait pour voisine une Germanie qui n'était encore qu'un agglomérat d'Etats très divers, mais souverains. Les Allemands évoquent encore aujourd'hui, avec ironie, cette « Vielstaaterei » qu'à vrai dire Napoléon avait quelque peu diminuée.

Mais la Révolution française avait trouvé dans ces « Allemagnes » une singulière résonance. Elle y avait répandu à profusion les idées de liberté, de droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Et la défaite de

l'Empereur avait accentué encore cette large aspiration à l'unité des pays allemands.

Mais quelle différence alors dans le régime des populations de part et d'autre du Rhin, qui avaient connu des destins si fondamentalement différents. Les rois de France, en effet, avaient su, de bonne heure — en dépouillant successivement leurs grands féodaux — réaliser le grand « miracle français ». Ce dernier résidait dans le rassemblement, autour d'une province centrale, l'Ile de France, de groupes ethniques aussi différents que les Bretons, les Alsaciens, les Basques, par exemple, afin de réaliser cette France solide et homogène, dont le support légal et effectif était le monarque. Et l'ensemble de la population avait donné son adhésion totale et sans réserve à cette Patrie, produit des efforts séculaires des diverses dynasties.

Et c'est bien cette France unie que recueillit la Révolution, lorsque la souveraineté passa du roi au peuple, créant cette nation naturellement et traditionnellement « une et indivisible ». Certes, il y eut des soulèvements alors, mais aucun d'eux n'était dirigé contre cette unité nationale, dont seulement le support légal était parfois mis en cause. Bien mieux, les enclaves étrangères profitèrent de l'événement pour s'intégrer dans le sein d'une Patrie commune.

A la même époque — et même à la veille de la guerre de 1870 — il existait, comme nous venons de le constater, non par une mais « des Allemagnes ». C'est que, dans le monde germanique, l'instance suprême, l'Empereur, n'avait pas su réaliser le même « miracle » que la France. Car son autorité émanait, en fait, des « grands électeurs », laïques et ecclésiastiques, qui désignaient le souverain supérieur. Et, à chaque élection, ces grands féodaux s'ingéniaient à limiter les prérogatives de l'Empereur qu'ils allaient se donner pour maître. Et souvent furent éliminées par eux les fortes personnalités, capables d'imposer leur loi à leurs princes. Rodolphe de Habsgourg, petit noble d'Allemagne du Sud, fut ainsi élu, car jugé — à tort d'ailleurs — comme non dangereux pour l'autorité des grands électeurs.

Certes, au cours des siècles, la dignité impériale était devenue pratiquement héréditaire dans la maison des Habsbourg. Mais le souverain devait toujours compter avec ses princes. Et ceux-ci — souvent appuyés par la France — cherchaient constamment à tirer bénéfice de toutes les circonstances favorables de la situation internationale du

moment, pour limiter les prérogatives de l'Empereur. Il en fut ainsi lors des traités de Westphalie de 1648. Ces princes contribuaient de la sorte à l'affermissement de l'autorité des rois de France, intéressés à empêcher toute unification allemande sous les Habsbourg. D'où cette fréquente alliance des cours en cause avec la France, avec l'intention commune de saper l'autorité impériale, de maintenir le morcellement politique de l'Allemagne. Et, de la sorte, en dépit de l'hérédité acquise par dynastie, les quelque 400 Etats souverains jouissaient d'une assez grande indépendance vis-à-vis de l'autorité supérieure.

Du temps de Bismarck, la dignité impériale avait disparu. Mais l'aspiration à l'unité, toujours sous l'influence des idées de la Révolution française, était particulièrement forte, accentuée d'ailleurs par la disparition d'un certain nombre d'Etats antérieurs. Mais les opinions étaient très diversifiées, voire divisées. Pour les libéraux autour de von Gagern, par exemple, une double évolution était envisagée: une réforme essentiellement sociale au niveau des Etats; une unification politique, panallemande, au plan supérieur. Mais ce mouvement, qui était basé sur l'autodétermination du peuple, fut singulièrement entravé et détourné de son but par la Prusse de Bismarck. En effet, pour ce dernier, il ne pouvait s'agir que d'une unification « petite-allemande », la solution autrichienne devant être franchement écartée. Elle le fut effectivement à Sadowa.

Cette élimination avait l'avantage du moins d'exclure de l'Allemagne unifiée des populations allogènes à la personnalité trop accusée pour rendre possible une assimilation véritable.

En fait, pour Bismarck, c'est la Prusse qui était appelée à prendre la tête du mouvement, à diriger le nouvel empire.

A vrai dire, la grande théorie pangermaniste d'une immense Allemagne basée sur la race et la langue — « soweit die deutsche Zunge klingt » — n'allait se développer qu'après 1871 et n'était pas encore formellement définie. Mais la thèse de l'Alsace-Lorraine, « terre allemande », laissait déjà prévoir une telle évolution des esprits d'outre-Rhin.

Bismarck était surtout un pragmatique. Il incarnait une volonté de puissance que les historiens et juristes allemands allaient transformer en doctrine scientifique. Toutefois, le futur chancelier impérial considérait-il la guerre comme l'indispensable instrument de l'unification allemande sous direction prussienne?

Cette question est discutée, dit un historien neutre, le professeur von Muralt, de Zurich, d'autant plus que Bismarck « évoquait toujours la guerre éventuelle au conditionnel ». Il déclarait, par exemple, qu'il considérait comme « probable » la possibilité de « parvenir à l'unité uniquement par la force ». Une autre fois, par contre, il affirmait qu'« une guerre serait une sottise si l'on pouvait parvenir à ses fins par d'autres moyens ». Mais il semble bien — et c'est là l'opinion du professeur von Muralt, — que, dans les années qui précédèrent immédiatement 1870, Bismarck ait voulu provoquer la France à un point tel que la guerre s'ensuivrait, la guerre victorieuse pour la Prusse, bien entendu.

En fait, le chancelier professait vis-à-vis de la France des sentiments mitigés. D'une, part il entendait bien la défaire. Mais, de l'autre, il respectait en Napoléon le monarque, car il croyait en la solidarité des dynasties régnantes, expression d'un ordre établi. Il regrettera profondément la proclamation de la République. Et ce hobereau facilitera à Bazaine encerclé la prise de contact avec l'impératrice Eugénie, sans doute parce que ce maréchal entendait préserver l'Empire. Quoi qu'il en fût, la politique de Bismarck avant 1870 a été très nuancée, plus nuancée qu'il n'apparaissait avant la diffusion de certains documents récemment publiés. Mais il s'agissait là surtout d'une grande habileté au service d'une puissante volonté. Tout était adroit chez cet homme d'Etat aux immenses dimensions, sauf, par la suite, cette annexion de l'Alsace-Lorraine, qui allait être la grande sottise de sa vie. Et c'est de cette unique méprise d'une personnalité historique que résultera, à longue échéance, après deux sanglantes guerres mondiales, non seulement la ruine de l'empire prusso-allemand, œuvre de la vie du chancelier de fer, mais aussi cette réelle *caipis diminutio* des anciennes grandes puissances strictement européennes, qui marquera la fin de la période évoquée.

Du côté français, la politique extérieure des années soixante du XIXe siècle, et surtout à la veille du conflit, était à la fois diverse et incertaine. Car l'empereur — homme déjà frappé par la maladie — intervenait dans l'action extérieure de son gouvernement plus qu'il ne la dirigeait. Sa diminution physique accentuait encore la naturelle indécision de ce grand rêveur et aussi sa faiblesse en présence de certaines pressions. Dans « La guerre de 1870/1871 » (Editions Berger-Levrault 1910), le général Palat le décrivait en ces termes : « Il n'est ni d'une grande incapacité méconnue que voyait naguère en lui le vieux Metternich. Il

est inférieur à sa situation, mais moins qu'on ne l'a souvent prétendu. Il n'a pas tout du souverain, mais il en a des qualités. Son abord est facile, son regard doux et intelligent. Il écoute beaucoup, parle peu et bien. » Et l'auteur l'appelle « Napoléon le Taciturne. »

Certes, des ouvrages plus récents présentent du souverain une image plus flatteuse. Mais la description reproduite dépeint bien la personnalité de Napoléon la veille du conflit franco-allemand, et dont le général Palat définit en ces termes l'action malheureuse: « ... Irrésolu à l'extrême..., il est l'homme des pires aventures, comme de la plus stoïque résignation... » Et c'est la faiblesse de Napoléon III qui permit à Bismarck d'arriver à ses fins. Après Sadowa, ce dernier avait laissé entrevoir à l'empereur une « compensation » à l'abstention française, sous la forme d'une annexion de la Belgique et même du canton de Genève. Mais, lorsque la France fit ensuite valoir ses prétentions, elle essuya un refus catégorique. Par contre, lorsque l'ambassadeur français à Berlin fut invité à soumettre à la Prusse un projet d'accord avec la Prusse pour l'attribution à la France de « la rive gauche du Rhin jusque et y compris la forteresse de Mayence.. », ce texte fut transmis purement et simplement à la Russie. Si bien que l'empereur fera les frais de la réconciliation entre la Prusse et Saint-Pétersbourg.

De même, un projet d'annexion de Landau, Sarrebrück, Sarrelouis et Luxembourg, suscité par Bismarck, sera communiqué par ce dernier aux ... Etats allemands du Sud.

Il est vrai que Napoléon, lui aussi, jouait un double jeu. C'est ainsi qu'il encourageait officieusement la Prusse et l'Italie à agir de concert, alors qu'il se montrait tout aussi favorable vis-à-vis de l'Autriche, dont il escomptait le succès.

Mais ce machiavélisme des deux hommes d'Etat, qui aboutit finalement à la falsification de la dépêche d'Ems, n'était en quelque sorte que le reflet de l'opposition franco-allemande et de la division de l'Europe, démunie de toute unité. Si bien que le « faux » de Bismarck n'a été, en fait, que la goutte d'eau qui a fait déborder le vase des griefs réciproques et le résultat de l'absence d'un ordre européen stable et fixe.

A Paris, une certaine opinion n'admettait pas que la prédominance française pût être mise en cause par des succès allemands et une unification sous direction prussienne. Thiers n'avait-il pas affirmé, le 3 mai devant le corps législatif »: Quel est le principe politique auquel l'Europe

s'est particulièrement attachée à toute époque? ... Le principe que l'Allemagne doit être composée d'Etats indépendants? ... le danger prussien... elle (la Prusse) aura une partie des Allemands sous son autorité directe... on verra refaire un nouvel empire germanique, cet empire de Charles Quint, qui résiderait maintenant à Berlin... » (Thiers « Discours parlementaires », tome X).

En Prusse, un esprit non moins sectaire et agressif régnait alors à la cour. Et Madame de Pourtalès, une Française mariée à un Allemand, racontait (propos rapportés par le général Ducrot): « Croiriez-vous que le ministre de la Maison du Roi, M. de Schleintitz, a osé me dire qu'avant dix-huit mois notre Alsace serait à la Prusse? Et si vous saviez quels énormes préparatifs se font de tous côtés... quelle confiance dans tous les rangs de la société et de l'armée? ..., Oui j'en suis certaine maintenant, rien ne peut conjurer la guerre, et quelle guerre » (Lettre de Ducrot du 18 octobre 1868).

Ces deux citations montrent à quel point s'était développée l'opposition franco-prussienne — et même franco-allemande — que sut exploiter si habilement Bismarck au profit de son pays.

Certes, l'unité allemande aurait pu se réaliser par d'autres moyens que par les armes. Et en toute amitié avec la France, par le mouvement libéral. Malheureusement, ce dernier ne formait pas un groupe homogène. Des deux aspirations qu'il avait incarnées, avec von Gagern, beaucoup de ses membres abandonnèrent alors la libérale, pour conserver du moins la nationale. Et, par une curieuse évolution d'esprit, ils se rallièrent précisément à l'homme qui rejetait les idées fondamentales du parti sur le plan des libertés locales. Mais Bismarck travaillait à l'unité... Il fut rejoint, également, par de nombreux conservateurs qui n'avaient pas su s'adapter et avaient perdu de la sorte leur audience.

Car, après Sadowa, les faits d'armes de la Prusse avaient — par-delà les formations politiques — rallié au grand vainqueur une large partie de l'opinion allemande.

Quant aux socialistes, ils avaient perdu une bataille. Ils avaient espéré le « salut de la Patrie » d'une victoire sur la Prusse. Liebknecht et Bebel auraient voulu un « Volkskrieg » — une guerre populaire — et Bebel avait même avoué qu'il avait attendu l'« union démocratique de l'Allemagne » — c'est-à-dire de toute l'Allemagne — d'une catastrophe de la Prusse.

Tel fut le contexte direct dans lequel Bismarck parvint à ses fins, favorisé d'ailleurs par la grande division interne de l'Europe. En effet, la France n'avait rien à espérer de la Russie, très indisposée vis-à-vis d'elle par la sympathie manifestée aux insurgés polonais, alors que Bismarck avait su engager habilement une action parallèle à celle du tsar. Puis, lors de la visite de ce dernier à Paris, en 1867, les incidents dans la capitale française avaient définitivement aliéné au gouvernement de Napoléon les sympathies des hommes de Saint-Pétersbourg. D'autant plus que Paris affirmait une réelle réticence pour la révision, désirée par le tsar, du traité de 1856. La Russie alla alors jusqu'à agir défavorablement pour la France auprès de l'Autriche et du Danemark. Vienne observera une attitude équivoque: décidée à intervenir en cas de succès français, elle conseillera au dernier moment au gouvernement de Napoléon d'utiliser plutôt la voie diplomatique vis-à-vis de la Prusse.

L'Italie, enfin, avait une opinion publique opposée à la France. Ses dirigeants auraient bien appuyé celle-ci, mais seulement au prix d'une promesse d'abandon pour Rome.

Quant à la Grande-Bretagne, elle avait bien fait une démarche auprès de l'Espagne pour faire échouer la candidature Hohenzollern. Mais, indisposée par les incohérences de la politique de Paris, notamment par les mises en demeure adressées par la France à la Prusse, elle n'entreprendra qu'au dernier moment une ultime tentative de conciliation et s'en tiendra là.

Il est donc actuellement incontestable que la guerre franco-allemande trouva sa source dans l'opposition des deux peuples et la générale division de l'Europe, victime, une fois de plus, des luttes fratricides d'un continent incapable de réaliser son unité. Et la victoire allemande allait accentuer encore cette regrettable division, par ses conséquences directes et lointaines. Quelles furent ces conséquences?

Les effets directs et lointains du Traité de Francfort

En créant la « question d'Alsace-Lorraine » Bismarck allait susciter entre la France et l'Allemagne une pomme de discorde qui devait avoir des effets géopolitiques. C'était là la grande faute du siècle.

Quelle différence entre le Traité de Francfort et celui de 1866 avec l'Autriche! Car ce dernier laissait aux Habsbourg la possibilité d'organiser

cette Europe du Milieu, indispensable à l'équilibre européen et dans laquelle les nations concernées devaient trouver leur mission non seulement continentale, mais largement internationale, face aux menaces périphériques qui pesaient alors sur l'ancien monde. Certes, les empereurs d'Autriche n'avaient pas su aller suffisamment loin dans la reconnaissance et l'épanouissement des droits des associés de la double monarchie. Mais celle-ci, même dans sa forme imparfaite, formait une entité globale, dont la force importait à la paix du continent et au rayonnement de l'Europe dans le monde.

Il n'en fut pas de même pour le Traité de Francfort. Ce dernier, aux yeux de Bismarck, devait cimenter l'unité allemande par l'acquisition du Reichsland d'Alsace-Lorraine. Au profit de la Prusse essentiellement d'ailleurs. Car le Reich de 1871 ne se composait nullement d'Etats absolument égaux et la constitution allait établir une fondamentale prédominance du royaume des Hohenzollern. Les Staaten allaient voir leurs attributions étatiques sensiblement réduites au profit de Berlin. Les légistes allemands, comme jadis ceux des rois de France, allaient renforcer encore, par leur enseignement — celui de Laband notamment — l'autorité du roi de Prusse, devenu empereur allemand...

Mais cette création était bien acquise au détriment de la France. Car si l'Allemagne avait revendiqué son unité au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, elle avait refusé ce droit aux Alsaciens et Lorrains, comme d'ailleurs antérieurement aux populations du Schleswig-Holstein.

C'est bien là qu'apparaît la différence entre l'histoire de l'Allemagne et celle de la France. En effet, lorsque la souveraineté française était passée des rois au peuple souverain, toutes les provinces du pays avaient adhéré à la « nation une et indivisible ». Et si, pendant cette période révolutionnaire, certaines régions s'étaient soulevées, c'était uniquement par protestation contre la forme du régime nouveau, leur appartenance à la France n'étant nullement mise en cause. Bien mieux, les enclaves étrangères avaient proclamé leur incorporation à l'Etat nouveau. Car le « miracle français », la grande œuvre des rois, avait opéré cette unité morale et politique en vertu de laquelle des Bretons, des Basques et des Flamands allaient se battre pour libérer leurs frères alsaciens et lorrains. Malheureusement la France devait payer chèrement ses deux victoires sur l'Allemagne. Mais si les conséquences des deux guerres mondiales

sur le plan international sont généralement assez connues, les effets directs du Traité de Francfort sur la France elle-même le sont bien moins. Il est donc indiqué de les énumérer brièvement.

D'abord, l'annexion, par le vainqueur, de l'Alsace-Lorraine signifiait la perte de deux provinces particulièrement riches, tant par leurs ressources agricoles et minières que par une jeune industrie dynamique et en pleine expansion. Cette amputation ne fut compensée qu'en partie par les transferts d'entreprises vers les départements voisins, appelés de ce fait à une bienfaisante augmentation de leurs productions.

Une autre conséquence économique heureuse de 1871 est à signaler ici. Il s'agit là de petite histoire, mais l'aventure ne manque pas de saveur.

Bismarck — se méfiant de la France et craignant une « combinaison » rappelant la dévalorisation des assignats — voulut un paiement en espèces métalliques de l'indemnité de guerre. Il accepta donc le principe d'un règlement en pièces de cinq francs. Or, la France ne disposait alors que de 800 millions en argent. Sur cette réserve elle versa un premier acompte de 500 millions. Et c'est alors que commença l'étonnante aventure. Car les Etats allemands de l'époque étaient favorables au monométallisme-or. Si bien que la Reichsbank, à laquelle le gouvernement impérial avait remis la monnaie française, ne trouva pas acquéreur pour ces pièces. Il lui fallut donc les renvoyer — à grands frais — à Paris, où un compte en francs lui fut ouvert. Et le même argent servit aux paiements suivants, dont la promptitude eut pour effet d'accroître considérablement le crédit de la France dans le monde. Et ce prestige de la nation vaincue fut tel que, lors de l'émission d'un emprunt pour le règlement du reliquat de la dette, les souscriptions offertes se montèrent à 40 milliards de francs. Et, parmi celles qui furent finalement acceptées, seulement 638 millions de francs avaient été fournis par des Français, contre 3710 millions d'origine allemande et 1180 provenant d'autres pays. En outre, une partie de l'argent transformé en crédits francs fut consacrée à des commandes faites en France... En somme, pour une fois, le « roi de Prusse » avait travaillé pour nous. Et il avait fait de Thiers le « libérateur du territoire. »

Mais, dans l'ensemble, et notamment sur le plan politique intérieur, la malheureuse guerre franco-allemande eut des conséquences certaines, conséquences généralement inconnues de notre génération. Et d'abord, ce report, vers les départements méridionaux, du centre de gravité politique

français sous la Troisième République. Et surtout au début du siècle l'absence de l'Alsace-Lorraine allait se faire sentir cruellement, lorsque se développa ce douloureux antagonisme entre citoyens d'un même pays, qui divisait si profondément notre nation. Ardents patriotes, également bons républicains, les Alsaciens-Lorrains, profondément attachés à leur foi, auraient sans doute empêché cette situation d'un pays pris entre l'anticléricalisme sectaire des uns et l'étroit conservatisme des autres...

Pour les populations perdues elles-mêmes — outre le drame de la douloureuse séparation de leur mère patrie — l'annexion a eu comme effet notamment un réel accroissement de l'influence du clergé local. Car de nombreux notables avaient quitté leur province, pour émigrer. Parmi eux sensiblement tous les magistrats — sauf deux — la plupart des professeurs de l'Université de Strasbourg, un grand nombre de notaires et d'avoués — bénéficiaires d'une importante indemnité — et bien des industriels. Bref, avec ces départs, l'Alsace et la Lorraine annexées perdaient la plupart de leurs chefs traditionnels. Elles devaient donc se donner de nouveaux guides. Or, elles en trouvaient parmi leurs prêtres qui, au service de Dieu et des fidèles, ne se reconnaissaient pas le droit d'abandonner leur ministère local. Et puis, représentants et auxiliaires de leur Eglise, ils n'avaient pas l'impression d'être au service des Allemands. (Cf. à ce sujet le remarquable ouvrage du doyen Redslob, « Entre la France et l'Allemagne — Souvenirs d'un Alsacien » — Plon 1933.)

Le clergé, gardant de la sorte une certaine indépendance d'esprit, vit donc la population se serrer autour de lui, dans le double culte de Dieu et de la Patrie perdue. L'abbé Weeterlé, notamment, incarnait bien ce genre de résistance alsacienne. Mais cette opposition constante allait créer, à la longue, comme une sorte de réflexe antigouvernemental. Et ce dernier devait survivre à l'occupation allemande, Non seulement ces prêtres eurent du mal, par cette opposition systématique à l'autorité, à s'adapter à une Alsace redevenue française. Mais l'autonomisme trouvait dans cette antérieure résistance à l'Allemagne un cadre pour son action, lors des premiers mécontentements suscités par certaines mesures regrettables de la part d'une administration qui, elle non plus, ne s'ajustait pas toujours d'une manière heureuse au contexte alsacien, si particulier.

Et cette survivance de l'esprit d'opposition a pu donner le change sur un mouvement qui — l'attitude patriotique de ces populations en 1940-1945 devait le prouver — ne correspondait nullement à un sentiment

profond des Alsaciens-Lorrains, mais résultait des habitudes contractées au cours d'une longue lutte contre l'occupant. Il convient d'ailleurs de noter que, si l'évolution signalée s'était généralement manifestée après 1871 dans les petites villes et à la campagne, dans les grands centres, par contre, un certain socialisme allemand recueillait parfois des suffrages, parce que ce parti stigmatisait l'injustice faite aux Alsaciens.

Mais la guerre de 1870 devait laisser aussi des traces sur *les plans européen et mondial*. En effet l'accroissement, puis le prodigieux essor de l'Allemagne allaient conférer à celle-ci ce rôle de « perturbateur » que prend toujours un pays qui, après une belle victoire, ne sait pas dominer celle-ci et trouble en quelque sorte un équilibre antérieur.

En fait, si la France d'avant la guerre avait suscité quelques réserves de la part de la Grande-Bretagne notamment — qui surestimait sans doute le poids de ce pays sous le Second Empire, les craintes allaient désormais s'appliquer au Reich des Hohenzollern. Et, dans son ouvrage « Deutschland und der Erste Weltkrieg », P. von Kielmansegg écrit: « ... avant tout (ce fut) le trouble que jeta l'entrée du Reich allemand dans l'ancien système d'équilibre. Le Reich allemand, pour dire franchement les choses, était trop fort pour inspirer confiance. Il était plus fort que chacun de ses voisins et il apparut à tous comme une menace, d'autant plus qu'il entrait en scène avec une inquiétante ambition. »

En somme, *l'Empire nouveau portait atteinte à cet ordre européen qui, sous l'impulsion de Metternich, s'était incarné dans cette Pentarchie dont notre continent portait encore l'empreinte après 1870*. Et la reine Victoria devait écrire à sa fille, épouse du Kronprinz: « Bismarck est un homme terrible et il fait détester l'Allemagne au plus haut point...; personne n'admettra qu'une seule puissance émette le désir de commander toute l'Europe. Ce pays (la Grande-Bretagne)... ne peut pas supporter cela et il ne le supportera pas. » Et, en fait, le chancelier suscita la crise de 1875, à vrai dire provoquée davantage par une certaine volonté de puissance allemande que par la seule annexion de deux provinces françaises. Mais c'est bien cette volonté de puissance, teintée de pangermanisme, qui devait si désastreusement impressionner, avant 1914, cet honnête homme que fut Bethmann-Hollweg et que l'Histoire désigne maintenant comme le grand responsable du déclenchement du premier conflit mondial.

Mais une autre idée, peu à peu, allait se développer, en Allemagne et

en France, voire chez toutes les grandes puissances du continent, c'est celle d'une conception nouvelle du phénomène guerre. En effet, c'est bien la guerre qui avait valu au Reich bismarckien sa réalisation. Et de même l'unité italienne s'était accomplie par cette voie. Elle avait été achevée d'ailleurs grâce à deux guerres, celle de la prise de Rome, rendue d'ailleurs possible par cette autre, le conflit franco-allemand, qui empêchait toute intervention au bénéfice de l'Etat pontifical.

Et ainsi, peu à peu, les affrontements sanglants apparurent aux hommes d'après 1870 comme un moyen normal de la politique. En somme, Clausewitz — pour qui la guerre n'était que l'ultima ratio de la politique — était dépassé. Et 1871 marquait comme une mutation dans les relations internationales. Comme l'écrit le professeur Julien Freund, de l'Université de Strasbourg, dans « Entscheidung 1870 »: « En réalité cette guerre représente aussi la dernière expression d'une politique strictement européenne et l'amorce d'une politique d'un style nouveau. » Cette constatation est le fait, non d'historiens proprement dits, mais plutôt, d'après le professeur Freund, de philosophes ou d'historiens « quelque peu philosophes ». La mutation que ceux-ci décèlent réside dans une surappréciation du phénomène guerre, élément essentiel d'une politique qui tend à déborder largement notre continent, hier encore le centre de notre destin.

Les auteurs évoqués ont reconnu, en effet, qu'aux confins incertains de la politique, de la stratégie et de l'idéologie, la guerre est devenue l'instrument par excellence d'une grande politique, de celle qui sera appelée plus tard, la « Grosspolitik ». Et deux orientations marqueront la tendance nouvelle: celle de la volonté de puissance, celle de la révolution. Parmi les représentants de la première l'on peut citer Nietzsche et Treitschke, en Allemagne, Barrès et Delcassé en France, voire Déroulède à un niveau plus proche de l'opinion publique.

Il est d'ailleurs significatif que l'un des deux livres de chevet emportés par Lénine lors de son retour en Russie était l'ouvrage de Marx sur la Commune française. La révolution sanglante jouera aussi un rôle essentiel dans l'œuvre — trop peu connue du grand public — d'Engels.

Certes, le phénomène guerre n'est pas considéré de la même façon par tous les responsables politiques de l'entre-deux-guerres. Mais tous les gouvernements des grandes puissances européennes d'alors estiment plus ou moins que seule une guerre mettra fin au différend franco-

allemand résultant de l'annexion de l'Alsace-Lorraine. Toutefois, en Allemagne — comme il apparaîtra dans notre étude sur la première guerre mondiale — cette conviction prendra un caractère nettement agressif. Ce dernier sera le fruit tant d'un certain enseignement universitaire des théoriciens de la volonté de puissance et du pangermanisme que de l'Armée, devenue un Etat dans l'Etat allemand.

En effet, dans cet Empire de 1871 dont il avait été l'artisan, Bismarck avait été comme effacé par Moltke, considéré comme le grand vainqueur de la France, donc comme le promoteur du Reich ressuscité. D'où cette prédominance de l'Etat-Major, qui s'incarnera dans le « grand Schlieffen » chargé de rédiger le futur plan de guerre sans la moindre intervention du pouvoir politique. En somme, ce sera là un véritable refus de la doctrine clausewitzienne.

En France, les esprits s'étaient familiarisés avec l'idée d'une constante menace de guerre franco-allemande, voire européenne. Le peuple français tout entier avait les yeux fixés sur la ligne bleue des Vosges, avec l'intention de reconquérir l'Alsace-Lorraine si le conflit éclatait. Mais jamais la France n'aurait déclenché les hostilités. Et pourtant tous étaient convaincus que seule la guerre pouvait et allait libérer les provinces perdues. Chez les Allemands, par contre, l'affrontement sanglant était plus qu'une menace, une nécessité, un élément essentiel de la politique extérieure. Et la guerre, aux yeux de bien des Allemands de qualité, devait être envisagée même à titre préventif, car il convenait de la faire au moment le meilleur pour le Reich.

En bref, la victoire de 1870, par ses répercussions, avait créé dans la société allemande une mentalité belligène qui, tôt ou tard, allait aboutir à un conflit généralisé. Car aux nombreux pangermanistes l'Allemagne apparaissait comme l'incarnation de l'élite du monde germanique à rassembler, en tant que race des seigneurs glorifiée par Nietzsche. Et Guillaume II entretiendra cette croyance en la mission de ses sujets: « Vous êtes le sel de la terre. » Il prêchera l'extenxion allemande sur des terres lointaines et sur les océans: « Notre avenir est sur l'eau. » Il deviendra ainsi, aux yeux des Britanniques — jaloux du rang de leur pays comme première puissance maritime, maîtresse des mers — comme le grand perturbateur d'un certain équilibre européen et mondial.

D'où ces rapprochements entre la France, la Grande-Bretagne et la Russie, en dépit des liens de parenté entre les familles régnantes. Jamais

un simple conflit entre deux peuples voisins n'avait suscité, par ses effets lointains, un tel retentissement européen, qui deviendra mondial au terme de la guerre imminente. Celle-ci était donc considérée comme nécessaire par les uns, comme probable par les autres et l'enthousiasme avec lequel Français et Allemands mobilisés rejoindront leurs unités confirmera ce fait historique.

La même idée de la guerre, élément essentiel de la politique, se développera chez les futurs grands révolutionnaires, comme nous l'avons constaté au cours de nos développements. Lénine aura été impressionné par deux maîtres: par Marx, certes, mais aussi par le philosophe de la guerre. Car « Vom Kriege » sera le deuxième ouvrage qu'il emportera en Russie pour y susciter la plus grande révolution de tous les temps.

La guerre de 1870, conflit « limité », comme celle de 1866, aurait pu, elle aussi, être suivie d'une réconciliation de deux adversaires si proches l'un de l'autre par leur histoire.

A vrai dire, à part les « compensations » réclamées maladroitement par Napoléon III et d'ailleurs suscitées machiavéliquement par Bismarck, rien n'opposait fondamentalement Français et Allemands. Et, sans sa douloureuse séparation de sa mère patrie, l'Alsace aurait continué à jouer son rôle bénéfique au confluent de deux courants d'une même civilisation, comme du temps de Gœthe, si profondément marqué par son séjour à Strasbourg.

Elle aurait perpétué de la sorte cette éternelle poussée Est-Ouest, marque dominante de l'histoire européenne, par cette constante fusion entre les guerriers venus d'au-delà du Rhin et les populations locales et convertis, par celles-ci, aux bienfaits d'une culture gallo-romaine, grâce à la remarquable faculté d'assimilation des Germains. Ces derniers, une fois intégrés à la communauté latino-chrétienne, n'ont-ils pas d'ailleurs sauvé l'Empire à son déclin?

Or, du fait de cette poussée continuelle, commencée par celle des peuples, puis poursuivie par celle des groupes ou des hommes isolés, les meilleurs des patriotes français d'Alsace ont été parfois les petits-fils d'ancêtres venus d'outre-Rhin.

Malheureusement, en Basse-Alsace — par suite de l'erreur bismarckienne — les descendants de communautés, généralement protestantes, venues combler les vides de la guerre de Trente Ans, ont cessé d'assurer les relations d'amitié entre les deux pays. Prenant le parti des

occupants, ils se sont alors souvent opposés à leurs concitoyens restés fidèles à la Patrie perdue.

En bref, par la paix de Francfort, une grande solidarité entre populations voisines et, par voie de conséquence, un grand devenir ont été désastreusement ajournés. Ce ne sera qu'après bien des épreuves, au terme de deux guerres mondiales, que les deux peuples, ayant perdu leur rang d'antan, mais réconciliés, sauront enfin s'associer pour réaliser ensemble leur avenir commun au niveau supérieur, celui d'une certaine Europe.

(A suivre)

Colonel Fernand-Thiébaut SCHNEIDER